

Education Nationale : le travail tue

Suicide dans une école à Pantin

Communiqué de la CGT Educ'Action 49

Une directrice d'école a été retrouvée morte lundi dans le hall d'une école maternelle de Pantin (région parisienne). Dans ces courriers envoyés samedi, soit le jour présumé de son suicide, la fonctionnaire « met en cause la surdité de la hiérarchie et l'absurdité de ses conditions de travail ».

La CGT Educ'Action Maine et Loire s'associe à la peine de ses proches et continuera de lutter pour une école à visage humain, soutenant ses personnels et contre une gestion à la « France Télécom» avec les conséquences que nous connaissons hélas tous.

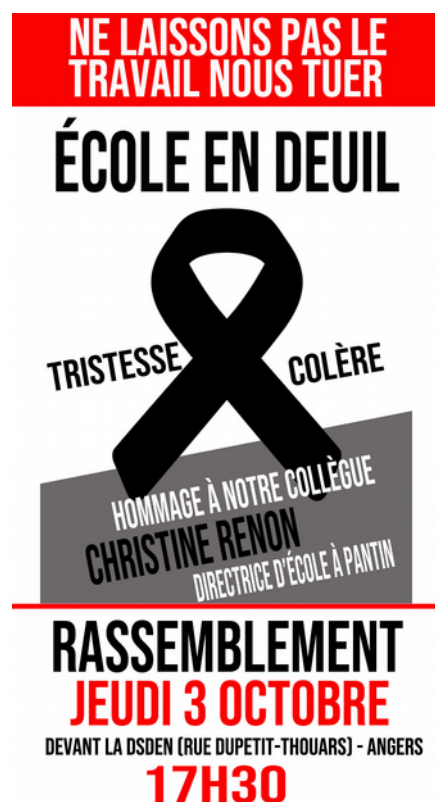
L'émotion est forte parmi les personnels de l'Education Nationale. Christine Renon, 58 ans, la directrice de l'école maternelle Méhul à Pantin (Seine-Saint-Denis) a été retrouvée morte lundi 23 septembre dans le hall de l'école. Elle s'est suicidée en laissant une longue lettre qui décrit son extrême fatigue 3 semaines seulement après la rentrée. "Je crois que je fais une petite déprime" alors qu'elle n'en a jamais fait, explique-t-elle. Mais finalement ce qu'elle décrit, c'est comment un salarié peut être conduit au burn-out, c'est à dire à l'épuisement professionnel.

La lettre ne laisse aucun doute sur les causes de son suicide et met clairement en cause l'institution.

Elle y raconte son quotidien fait d'urgences, de responsabilités, de multiples difficultés matérielles, de problèmes humains difficiles.

Elle décrit une hiérarchie exigeante, pressante qui abandonne ses personnels en les laissant seuls face aux difficultés et nie l'humain et le social.

Partout, le personnel de l'Education Nationale est sous pression d'une hiérarchie qui exige, contrôle, insiste : on a beau faire, on n'en a jamais assez fait ! On ne sait même plus ce qu'on doit faire tant les demandes sont nombreuses et diversifiées. Les cours devant des classes de plus en plus chargées, avec la préparation et les corrections, mobilisent l'essentiel de l'énergie d'un enseignant, mais ils ne sont qu'une partie du travail : dossiers à remplir, réunions, rapports, suivis de



toutes sortes de problèmes matériels et humains. Tout faire bien est impossible, alors on essaie de faire un peu tout, dans l'urgence, pour éviter le retour hiérarchique qui nous mettra en cause pour notre prétendue incompetence ou négligence.

Le drame de Pantin n'est pas le premier. D'autres suicides ont eu lieu dans des établissements scolaires. Le lien avec le travail est toujours nié par l'administration. Pour celui-ci, il sera très difficile de nier car la lettre est trop explicite.

Le suicide est la forme la plus grave des conséquences de ces conditions de travail dégradées. C'est ce que redoutent les militants de notre syndicat confrontés régulièrement à des demandes d'aides de collègues qui vivent des situations de travail où les comportements hiérarchiques posent la question du harcèlement moral, et qui ne savent pas comment ils vont pouvoir reprendre leur activité. Certains démissionnent, d'autres sont si malades qu'ils sont mis en congé longue maladie.

Ceux qui évitent ces impasses sont ceux qui ont su trouver avant qu'il ne soit trop tard des solidarités parmi leurs collègues pour protester, dénoncer les surcharges de travail, revendiquer des moyens et faire cesser les pressions. Quand les militants de notre syndicat réussissent à mobiliser l'action collective, non seulement nous protégeons le ou la collègue en difficulté, mais cela change le climat dans l'établissement et protège tout le monde !

L'administration ne prendra pas en compte la "souffrance au travail" car c'est en réalité l'exploitation au travail et l'administration poursuit ses objectifs de réduction des coûts des services publics en faisant travailler davantage les personnels. Il y a bien un CHSCT, censé couvrir à lui seul tous les personnels d'un département, qu'il est difficile d'activer : il s'active le plus souvent lors de forte action collective ou suite à la pression syndicale ! De toute façon, la loi Fonction Publique a prévu la disparition des CHSCT...

Il y a beaucoup à faire dans l'Education Nationale pour créer des réseaux syndicaux qui peuvent organiser des réactions collectives pour limiter la pression et se protéger.

L'action collective est la seule option, c'est la seule qui peut changer la donne. Pour cela il faut faire vivre des syndicats de lutte, qui organisent la résistance !



Maryse Lépron

Pour la CGT Educ'Action 49